

« Cet autre homme en uniforme, naissance du sergent de ville à Paris »

Le fait n'a pas été assez souligné, l'uniforme est très présent dans la ville du 19^e siècle... On y croise des pompiers, des douaniers, des contrôleurs d'omnibus... mais aussi des facteurs, et des sergents de ville, tout particulièrement à Paris où ils sont en plus grand nombre.

La figure du facteur commence à être connue - quoiqu'imparfaitement pour le Paris du 19^e siècle -, aussi vais-je insister sur les sergents de ville, cette police que l'on dit « ostensible », proche de ce qu'on appellerait aujourd'hui « police de proximité » (quoique le terme soit discutable.) L'expérience parisienne en la matière est assez remarquable et nous allons voir comment naît, puis s'intègre cette figure dans le paysage parisien de la seconde moitié du 19^e siècle, sans forcément que cela se fasse harmonieusement. Nous reviendrons alors en conclusion sur l'intérêt d'une comparaison entre policiers et facteurs pour discuter du thème de la visibilité d'Etat dans la ville.

1. Les Bobbies à Paris

1830. Naissance de la police ostensible

La recherche d'un point d'origine, comme souvent, ne marche pas. On trouve des « sergents de ville » dès le XVI^e siècle, à Paris comme dans les autres villes du royaume de France¹. Cependant, cette première forme se distingue mal des prérogatives purement municipales des villes et s'inscrit dans la logique d'une police plus large, entendue au sens d'administration des hommes et des choses.

La police au sens moderne du mot (une institution ayant spécialement en charge l'ordre et la sécurité de la population) émerge au XVII^e, puis au XVIII^e siècle, au moment où la lieutenance générale de police voit se développer des savoirs autonomes et des groupes d'agents payés par l'Etat (et non plus possesseur d'une « charge »). La première « police », est composée des commissaires de police, répartis dans la ville, au contact direct des populations, et d'inspecteur en civil, chargé du bon ordre des rues ou de tâches plus politiques, qui interviennent masqués dans la foule². Très tôt, cette police est mal perçue. On lui reproche d'être une espionne et on l'affuble du surnom de « Mouche », terme auquel sont associées les idées de pourrissement ou de mort. L'image est particulièrement forte à une période où on commence à craindre l'opacité des identités sociales : tout ce qui rend plus flou le paysage social paraît inquiétant.

La situation est aggravée par les innovations de Vidocq en matière de police. Cet ex-bagnard, on le sait, avait constitué le premier service de sûreté au début du XIX^e siècle en recrutant d'anciens criminels. Ils étaient censés être ainsi mieux à même de connaître ceux qu'ils devaient poursuivre. Mais cela a surtout donné lieu à une intense production journalistique et romanesque assurant l'image du policier mi-homme de l'ordre, mi-malfaiteur, figure interlope qui renforçait parfaitement la précédente. Se constitue ainsi ce qu'on appelle la « légende noire de la police parisienne ».

C'est dans ce contexte que revient l'idée de mettre en place une police visible, donc franche dans le langage du temps. Le projet avait émergé dès le XVIII^e siècle chez les réformateurs de la police dans le cadre des réflexions des Lumières (les correspondances entre les mots –

¹Roussel D., « Paris en ordres et désordres. Justice, violence et société dans la ville capitale au XVI^e siècle », thèse d'histoire, Université de Paris 13, 2008.

²Berlière J.-M., Denys C., Kalifa D., Milliot V., *Métiers de police. Être policier en Europe, XVIII^e-XX^e siècle*, Rennes, Presses Universitaires, 2008.

lumière, visibilité - sont-elles vraiment un hasard ?). Le principe était simple : une police qui s'affiche au regard de la population permettrait de la rendre plus aimable aux yeux de la population et de la faire paraître moins fourbe. Cela rejoint aussi une réflexion plus libérale, au sens politique du terme, qui veut qu'un bon Etat soit un Etat qui ne mette pas forcément en œuvre le suffrage universel, mais qui soit transparent et offert au regard public. En arrière-plan, se jouait tout un nouveau rapport entre visibilité, ordre et Etat.

Aussi, en 1829, sous la Restauration, le préfet Debelleye fonde-t-il le premier service de police en uniforme. Cela ne doit pas étonner : il s'agit, alors que le régime se durcit, de donner justement des gages de libéralisme. Un corps de sergents de ville est constitué, répartis par arrondissements et effectuant des rondes à horaires fixes depuis les postes de police. Leur costume se veut plutôt neutre, même s'ils conservent toujours une épée. Les effectifs, de 30 agents, semblent surtout très minces, confirmant la dimension symbolique du nouveau corps. L'essentiel de l'ordre est en fait assuré par plusieurs acteurs : du côté policier on trouve les commissaires de police, les services spéciaux (garnis, politique, mœurs, voitures), et le service d'arrondissement de la Préfecture de police. Par ailleurs, l'armée joue un rôle fondamental en la matière (les soldats partent des casernes vers des postes militaires, d'où ils effectuent des surveillance de planton et des patrouilles) ; mais il faut mentionner également la garde nationale (des citoyens en armes qui assurent eux-mêmes l'ordre dans leur ville), et surtout la garde municipale, mi municipale, mi -militaire, étudiée par Fabien Cardoni, qui obéit au même principe de fonctionnement³. Les sergents de ville ne sont donc qu'un élément d'un dispositif plus ample, mais leur création est bien perçue et définie comme l'invention de la police civile et visible.

Dans un premier temps, ils semblent avoir été bien reçu. Très vite, l'image noire reprend néanmoins le dessus. Ils continuent d'apparaître comme des personnages interlopes, l'uniforme étant rapidement dénoncé comme une façade destinée à masquer au public les coups bas qui se trament dans l'ombre. La révolution de Juillet 1830, lors de laquelle les sergents de ville défendent le régime en place, achève cette perception et ajoute aux autres reproches le caractère politique d'une action qui devrait être « municipale », ainsi que l'idée d'une brutalité toute militaire.

La Monarchie de Juillet dissout le corps et se concentre dans un premier temps sur les gardes nationaux. Mais, sans doute parce que ceux-ci ne sont pas rassurants pour le nouveau pouvoir et que la présence d'une police libérale dans la capitale est utile à la légitimité du régime, elle recrée le corps des sergents de ville quelques mois plus tard, le 8 septembre 1830, avec des effectifs agrandis. Ils passent de 85 en 1830 à 300 dans les années 1840. La perception reste marquée de méfiance, même si percent ça et là quelques rappels de leur « franchise ». La Révolution de 1848 marque un retour plus fort de cette méfiance. Les sergents de ville participent à la répression des journées de février, ce qui les associe une nouvelle fois à leur triple image (tromperie, caractère interlope, brutalité) ainsi qu'à la dénonciation du despotisme. Pour marquer sa différence avec les régimes précédents, la Seconde République crée une nouvelle force de police visible, appelée « gardiens de Paris », qui se veulent très éloignés des sergents de ville.

Ils changent de nom, mais aussi de tenue (caractérisée notamment par le port d'un chapeau haut de forme « tyrolien ») et surtout ne sont pas armés. Cependant cette police, chargé de « faire de l'ordre avec du désordre » pour reprendre le mot du préfet de police Caussidière, n'aboutit jamais, faute de moyens et d'organisation. Le tournant conservateur issu des élections de 1848 met un terme à l'expérience. Les anciens sergents de ville ressuscitent officiellement le jour de Pâques 1849 - la date n'est pas choisie au hasard - dans les mêmes dispositions qu'en février 1848, avec un effectif élevé à 750 agents. Dans ce contexte troublé,

³Cardoni F., *La garde républicaine d'une République à l'autre, 1848-1871*, Rennes, PUR, 2008.

leur retour est lent, mal organisé, d'autant que ces agents suscitent toujours la même méfiance.

1854 : la « nouvelle dynamique de l'ordre »

Napoléon III intervient dans ce contexte. Une fois son régime installé, après le coup d'Etat du 2 décembre 1851 puis la proclamation de l'Empire l'année suivante, le nouvel empereur se trouve en effet dans une situation délicate.

Les foyers républicains étant matés, le régime cherche maintenant à construire sa légitimité. Il doit rapidement montrer sa capacité à maintenir un ordre « juste » et « normal » aux yeux de la population et dans cette perspective, Paris revêt une dimension stratégique : la capitale est à la fois le haut lieu des révolutions et la source de légitimité du pouvoir. L'empereur ne peut cependant revenir aux anciennes formes de police pour cela, puisqu'elles sont complètement décrédibilisées depuis la Seconde République. Le problème est simple : l'existence dans la capitale d'une police civile dont l'action est soumise au regard public semble indispensable à la légitimité du gouvernement ; cependant, en 1851, restaurer ou réinvestir les sergents de ville, c'est imposer l'idée d'un régime brutal et oppresseur, ce qui est inenvisageable aux yeux de Napoléon III (le coup d'Etat a été justifié par le retour au suffrage universel amputé en mai 1850).

Cela explique qu'il se tourne vers l'exemple londonien. Dans la capitale londonienne existe en effet ce qui est alors perçu comme la meilleure police du monde, la *Metropolitan Police*, née d'une réforme du Ministre de l'Intérieur Robert Peel en 1829. Elle substituait à un système lâche et ancré localement de *watchmen* une police en tenue soumise à une discipline plus sévère et mieux reliée au *Home Secretary*. Bien que réalisée quelques semaines après la création des sergents de ville, il n'est pas sûr que l'expérience française ait joué un rôle dans cette décision. La réforme anglaise est surtout plus ambitieuse : en 1830, 3.000 « *bobbies* » (du prénom de leur fondateur), inscrits dans leurs quartiers d'exercice, circulent sans discontinuer dans l'ensemble des rues de la capitale anglaise⁴.

Il faut se méfier des reconstructions héroïques reconstruites après coup : les constables et *watchmen* circulaient déjà dans les quartiers de Londres et ces nouveaux agents n'ont en outre pas fait immédiatement l'objet d'un consensus. Cependant, à partir des années 1850, les critiques s'effacent devant les louanges. Le « *bobby* » devient peu à peu dans l'opinion un personnage respectable et efficace contre le crime. L'image du policier londonien non armé, non militaire, non politique, personnification idéale du système légal anglais devient un lieu commun, qui s'impose comme une référence partagée, en Angleterre et au delà. L'Exposition Universelle de Londres en 1851 est un temps fort dans la diffusion de cette certitude. Ce « festival de l'industrie et du travail », le premier du genre, avait en effet intégré la police métropolitaine dans la manifestation de la puissance industrielle et politique britannique avec un réel succès.

En fait, dès 1830, l'exemple anglais apparaît comme le double positif de la police français. « Le sergent de ville en France remplit les mêmes fonctions que le policeman à Londres » explique ainsi Armand Durantin dans qui est sans doute l'ouvrage le plus représentatif de la période, *Les Français peints par eux-mêmes* (1841). « Mais là s'arrête la ressemblance. Le bâton des policemen ne sert qu'à la défense des citoyens, l'épée du sergent de ville s'est trop souvent rougie du sang français dans les émeutes. La mission du policeman est toute pacifique, celle du sergent de ville peut devenir hostile. »

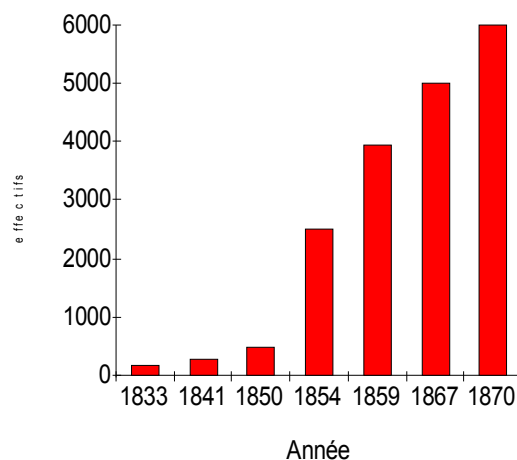
⁴ Emsley C., *The English Police : a Political and Social History*, London, Harvester Wheatsheaf, St Martin's Press, 1991.

Cet extrait reproduit parfaitement le discours du temps. Dans le regard français, le policier britannique incarne la réussite dans la lutte contre le crime, la modernité urbaine (définie par le mouvement et la visibilité), la juste mesure et le caractère civil des agents, indicateurs de la sagesse du peuple anglais. L'exposition universelle de 1851 a donc nourri une idée déjà là et était présente partout (littérature panoramique, romans, traités administratifs etc.)

Napoléon III décide donc d'importer directement ce « modèle » - conçu comme tel - vers Paris. Il ne s'agit pas vraiment d'une innovation, car des éléments étaient déjà en place (le désarmement des gardiens de Paris en 1848 s'en inspirait par exemple), mais la transformation est forte. En moins d'un an, la nouvelle version de la police en tenue est en place, l'Empereur ayant insisté pour qu'elle soit fonctionnelle au moment de l'Exposition Universelle de 1855 à Paris : Napoléon III voulait répondre à Victoria.

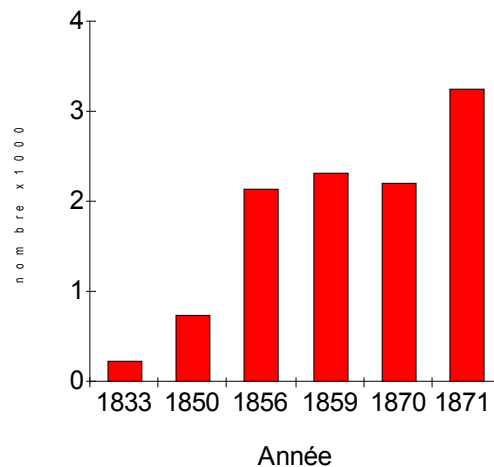
Concrètement, la réforme change le système de l'ordre et l'expérience ordinaire de la rue. Les anciennes forces de l'ordre se rétractent dans leur caserne et se concentrent sur fonctions plus militaires ou répressives, laissant les nouveaux policiers s'occuper seuls de l'ordre quotidien. Le corps passe ensuite à plus de 2800 hommes, soit une multiplication par trois, et dépasse les autres effectifs.

Effectifs policiers, 1830-1914⁵
effectifs des policiers en tenue



⁵Sur ces chiffres et le passage précédent, nous nous permettons de renvoyer à Deluermoz Q., « Les policiers en tenue dans l'espace parisien (1854-1914) : la construction d'un ordre public », thèse d'histoire, Université Paris 1, 2006.

nombre de policiers en tenue/habita



Surtout, les agents n'exercent plus de patrouilles depuis les postes, mais circulent isolément, dans la rue, au contact direct des habitants. Des aménagements ont lieu : les anciennes forces demeurent, les gardiens gardent leur épée. Mais les principes généraux sont bien ceux du modèle londonien. En 1860, le paysage ordinaire de la ville a changé.

Pour comprendre cette ampleur, il convient de saisir les ambitions de Napoléon III. Il s'agit d'une part de prévenir des émeutes et des révolutions, et cette plus forte présence policière s'inscrit dans la peur de 1848 ; elle renvoie aussi à la peur croissante à l'égard du crime ; plus largement, cette police visible et régulière visait à répondre à l'Angleterre et s'inscrit aussi dans la transformation de la ville alors en cours (on retrouve d'ailleurs les mêmes principes que pour l'haussmanisation : circulation, rationalité, mise en scène.) Il s'agit enfin de rendre cette police aimable et au delà - et le modèle anglais n'est pas anodin ici - de changer le rapport à l'ordre d'une population jugée trop remuante. Tous ces éléments vont ensemble. Ce mélange d'autoritarisme, de gloire nationale et d'écoute des populations est d'ailleurs caractéristique du régime de Napoléon III.

Installation et tensions

Comment cette police fut-elle reçue ? Répondre est délicat et nécessite de se placer sur divers lieux d'observation. On peut considérer d'abord l'opinion publique, car nous sommes dans la période de développement de l'ère médiatique⁶. Si l'on se penche sur la presse – sachant que la censure est très forte jusqu'en 1860 –, on observe un double phénomène :

Un regard plus positif sur la police émerge en premier lieu, avec l'idée d'efficacité dans la lutte contre les crimes. Cela est lié au poids accordé alors à la visibilité dans l'imaginaire social (la période est notamment celle d'une mise en lumière des rues). Parallèlement, l'image noire se réorganise. Les thèmes de la brutalité et de la force demeurent, mais ils sont davantage marqués par une impression d'écrasement ou d'étouffement. Les deux vont ensemble : l'insistance sur la tromperie et l'ambiguïté est moindre, celle sur sa puissance est plus grande, qu'elle apparaisse positive ou négative. En gros, sa visibilité est désormais acquise dans l'imaginaire social et associé aux idées d'efficacité et de force.

⁶Kalifa D., *La culture de masse en France*, Paris, la Découverte, 2001.

Il est également possible de se pencher sur les relations dans la rue, à partir de l'observation de certaines d'affaires judiciaires et d'incidents quotidiens. Il est impossible ici de développer, mais ces archives montrent les incessants micro-conflits et micro-ajustements dont la présence policière fait l'objet. Ils sont alors d'autant plus importants que la formation des agents est inexistante et que le contrôle hiérarchique sur le terrain est très lâche. Ces interactions constantes et multiformes imposent aux Parisiens de composer avec les agents, qu'il s'agisse de refuser son immixtion dans les régulations en usage ou de recourir à lui pour donner plus de poids à une action. De leur côté, les policiers, anciens militaires, non formés et souvent arbitraires dans leurs interventions, apprennent à éprouver leur marge de manœuvre et à s'adapter à un espace urbain qui n'est ni neutre, ni uniforme. De fait, ces agents orchestrent de manière complexe un ordre négocié de la rue.

Au final, si l'on considère l'ensemble - temps long, réforme de la police municipale, modification de la vie urbaine, changement des perceptions, mise en place d'un ordre négocié - , on constate une modification de la relation police-société à partir de 1854, profonde sans être lisse, qui correspond à des mouvements amples de la période (industrialisation, développement des administrations, urbanisation et rationalisation de la rue etc.) . La Commune de 1871 le montre bien. D'un côté l'épisode est un moment d'inversion des rôles et les sergents de ville sont poursuivis et emprisonnés. Mais d'un autre côté, parmi les formes d'ordre mise en place dans les quartiers, beaucoup reprennent celle de la nouvelle police en tenue (circulation isolée et visible). Passé l'évènement, les sergents de ville sont surtout reconduits dans la même organisation, avec les mêmes hommes, et en dépit de quelques adaptations les mêmes questionnements après 1871. Malgré les débats qui suivent le changement de régime, elle apparaît bien comme la police de Paris, inscrite dans son quotidien, plus que comme la police d'un régime.

2. De brav'gens ? Symbolique parisienne et méfiance républicaine

Sourire et inefficacité

Les années 1880 voient une évolution, dont rend bien compte l'image sociale des sergents de ville, désormais gardiens de la paix. La situation est nouvelle : la liberté de presse est garantie depuis 1881 et les journaux comme le *Petit Journal* ou le *Petit Parisien* atteignent le million d'exemplaires. Les discours sociaux tenus sur les agents en tenue se modifient peu à peu. Certes les anciennes critiques concernant sa brutalité persistent, même si elles se concentrent plus sur la répression collective ou sur les détentions dans les violons (les lieux où l'on maintient les personnes arrêtées). La police, cette police, continue de faire l'objet de débat, parfois vifs sous la République.

Mais à partir des années 1880 se développe le nouveau thème de gardiens de la paix désormais inefficaces. Dans les faits divers du *Petit Journal*, les agents arrêtent les malfaiteurs en 1865, arrivent trop tard en 1880, et se font même frapper par les jeunes « apaches » à partir de 1900. L'idée dominante est que les agents sont incapables de répondre aux nouveaux criminels, plus nombreux et efficaces (alors que la présence policière n'a jamais été aussi forte : 8000 hommes en 1913.) Dans le même temps, les contours graphiques généraux des agents évoluent : à la figure sèche et nerveuse des sergents de ville du second empire, s'ajoutent celles d'agents plus gros, au ventre bedonnant et à la moustache tombante. Les agents apparaissent moins efficaces et plus risibles. Ils semblent du même coup plus sympathiques et urbains, aux deux sens du terme. C'est le moment où Yong-Lug peut chanter, en 1893, que « les agents sont de brav'gens, qui s'baladent, qui s'baladent... » la chanson

exprime d'ailleurs très bien cette impression : ils sont sympathiques – mais, inutile et ridicules, ils tournent en rond.

Suivant le même mouvement, ils deviennent peu à peu une figure parisienne, symbole des nouvelles normes urbaines qui se mettent en place (règlement, mais aussi politesse et urbanité). Cartes postales, publicités et faits divers en font même un indice de la nouvelle civilisation urbaine, mais c'est un indice ambigu : sa régularité peut renvoyer à la perception d'une nouvelle mécanique de la métropole moderne, comme elle peut exprimer également l'ennui nouveau du train-train quotidien.

Carte postale, vers 1900



Les discours sociaux ne deviennent donc pas uniquement positifs et restent ambivalents : cette lente évolution exprime surtout une transformation profonde dans la définition sociale des agents. L'image noire perdue, de nombreux groupes sociaux et politiques (extrême droite et extrême gauche notamment) rejettent cette figure policière, les débats sont intenses mais ces agents deviennent bien en même temps un symbole de la nouvelle société normée et régulée de la métropole « moderne ».

Les politiques de communication de la préfecture

Cette évolution tient aussi aux adaptations de la Préfecture de police, qui connaît également des transformations.

La première est la professionnalisation des gardiens de la paix : le recrutement se fait plus sévère, la formation apparaît (avec la mise en place d'une école des gardiens de la paix en 1883), les carrières se structurent, de nouvelles valeurs professionnelles sont promues par la hiérarchie et l'activité, et notamment les relations avec le public sont plus codifiées et surveillées.

Ce changement tient à la fois à une évolution interne de l'institution, aux transformations des mondes de l'administration, à la modification de l'espace politique (affirmation de l'Etat

républicain et du Conseil municipal), et aux opportunités offertes par ces représentations émergentes,

Parallèlement, les politiques d'occupation de l'espace se prolongent (la garde nationale est définitivement dissoute en 1871), tandis que les évolutions de la capitale (accroissement des problèmes de circulation, plus grande réglementation de la vie sociale) participent également à la transformation des rapports entre les agents, la ville et ses habitants.

Enfin, la Préfecture inaugure de nouvelles politiques en direction du public parisien. Elles sont faites de relations avec les journaux ou encore d'événement médiatiques, comme l'exposition rétrospective de la Préfecture de police lors de l'Exposition Universelle de 1900. Mais ces politiques incluent aussi la création de services qui, tout en ayant une utilité propre, répondent explicitement aux attentes sociales. Le meilleur exemple est sans doute celui de la création des bâtons blanc en 1896 : ils sont un outil dans la codification des circulations, mais ils répondent aussi explicitement au bâton noir des anglais, dont il serait une forme plus civilisée. Ils incarnent l'image d'un agent qui a troqué le casse-tête pour la baguette du chef d'orchestre.

Le Temps, 1896



De cette manière, la Préfecture tente d'imposer, dans un sens qui lui convient, l'image d'un agent « au service des Parisiens ».

Tout cela ne fonctionne pas parfaitement : la Préfecture ne parvient pas à répondre à l'idée de l'inefficacité des agents ; la régularité des manifestations et des répressions, où les coups et les débordements restent violents, réactive régulièrement les critiques de la police et entretient l'imaginaire noir qui lui est associé ; des tensions persistent pour savoir à qui appartient le gardien de la paix (à la préfecture, au Conseil municipale qui veut en faire une police réellement municipale ou à la profession dans le cadre du développement d'un protosyndicalisme policier.) Néanmoins, malgré cela, l'institution policière ancre bien, avec des hiatus et des décalages, les nouvelles perceptions de l'agent dans la réalité sociale : l'activité, les missions et les significations des agents en tenue ont changé.

Fernand Pesch : le droit et le poing

Qu'en est-il sur le terrain ? A première vue peu de changements ont eu lieu : coups, insultes et arrangements restent courants. Des traces indiquent toutefois des modifications. Si on regarde les punitions, on constate que le policier en tenue semble mieux contrôler son attitude dans la rue et qu'il tend à se cacher pour se livrer à des pratiques réprouvées par l'administration ou le corps social. Par ailleurs, les statistiques municipales et les archives judiciaires montrent la moindre violence des résistances parisiennes : les coups portés aux agents sont moins fréquents, et surtout moins brutaux. Plus généralement, les Parisiens mobilisent de plus en plus l'idée d'un code de comportement attendu des agents et la possibilité d'un recours aux administrations. Il s'exprime après les interventions (augmentation du volume des plaintes), mais également pendant : les parisiens utilisent davantage les numéros de collet, la menace de la plainte, ou la référence parfois maladroite au droit.

S'observe ainsi, en situation, une plus grande codification de la relation. L'étude comparée de trois quartiers (un aisé, un central, et un populaire) montre que cette nouvelle forme d'échange concerne tous les niveaux sociaux et l'ensemble de l'espace urbain *intra-muros*. Ceci dit, ils suivent des formes diverses . Le cas du jeune Fernand Pesch, découpeur sur métaux à Belleville en propose un exemple. Alors que l'agent Bierry vient lui demander, le 23 février 1905 au soir, de cesser de jouer de la musique avec ses amis, il lui répond, non comme il l'aurait fait en 1860 que l'agent met le « désordre », mais qu'il « n'a pas le droit de les empêcher de jouer parce qu'il n'est pas dix heures du soir ». L'agent intervenant, il lui met alors son poing dans la figure⁷. On le voit, cette formalisation s'ajoute en fait aux anciens modes d'action et il vaut mieux parler d'interstices institutionnels, de brèches qui, répétées et courantes induisent néanmoins une modification plus large : les résistances n'ont pas cessé, mais la matière à partir de laquelle se fait l'interaction entre les agents et les Parisiens semble bien avoir changé.

Une fois encore, ces trois perspectives se combinent et dégagent un changement de fond de la relation police-société, qui se caractérise par une lente intégration du policier dans l'espace parisien. Ce mouvement renvoie aussi à une transformation plus ample du corps social, marquée par l'installation de l'Etat républicain, la diffusion de l'identité nationale, la judiciarisation du corps social, le développement de la culture écrite ou l'affinement des tolérances à la violence. Cela n'empêche pas la continuité des tensions et des débats, mais un nouveau rapport à l'ordre émerge ainsi, auquel renvoie bien cette forme de police, et qu'elle finit par symboliser. C'est ce que conforte le cas des funérailles de victimes du devoir : à partir des années 1890, les agents morts en service font l'objet d'hommages nationaux très médiatisés et intenses, qui les campent comme des « martyrs » de la société civilisée face aux

⁷Archives de la Préfecture de police, répertoire du commissariat de Belleville, 1905.

assauts des forces « barbares ». Ils reflètent parfaitement les nouvelles lectures sociales qui se dessinent, et ce rituel contribue à les entretenir - mais ils en montrent aussi les ambiguïtés : cette défense de la Société moderne s'opère sur un mode explicitement guerrier qui range ceux qui la menacent du côté des « ennemis » et des « barbares » et c'est au nom des « doux serviteurs » que sont les policiers que le préfet Lépine lutte pour la mise à mort des apaches. Le processus de « civilisation » qui l'accompagne, qui n'est ni absolu, ni linéaire, apparaît profondément ambivalent.

Ainsi, sans que cessent les méfiances et les oppositions, la figure policière s'insère dans le paysage mental, social et politique de la capitale.

Que peut valoir une comparaison entre cet agent et le facteur ? Les limites sont évidentes : le facteur est un personnage plutôt sympathique, qui apporte des lettres et s'insère dans le rôle fondamental des échanges associant des populations qui savent de mieux en mieux lire, quand le policier en tenue s'occupe d'ordre, possède une arme et un pouvoir de contrainte, et reste un personnage plus ambigu en dépit de l'évolution signalée.

Elle a cependant un sens : il n'est ainsi pas étonnant que la réforme de 1854 pour la police parisienne corresponde à ce que S. Richez avait appelé « l'élan impérial » pour les postes⁸. La période, plus que le régime, est celle d'un développement extraordinaire des administrations. Tous deux portent l'uniforme, sillonnent les rues et sans doute sont-ils parmi les personnages les plus visibles de la capitale. Porteur de pouvoir, mais aussi de savoir, ils jouent également des rôles parfois similaires dans les quartiers, comme la lecture des courriers pour les illettrés. Ils correspondent enfin tous deux à un même mouvement de développement de l'Etat dans la vie sociale sur les deux thèmes clés que sont l'ordre et l'échange. Ils rappellent également le poids du référent militaire dans ce phénomène, bien que celui-ci change sans doute de signification au cours de la période. Plus fondamentalement encore, ils expriment ce que l'historien Jonathan Crary avait appelé le changement du « régime scopique »⁹, c'est-à-dire le changement du rapport au regard, qui inaugure notamment le moment où la ville devient un espace de spectacle. Ces phénomènes vont ensemble et ces agents, ensemble, l'illustrent bien. Cela suggère tout l'intérêt qu'il y aurait à mener une étude comparée plus ample des « hommes en uniformes » dans les villes du 19^e siècle.

⁸Richez S., *Postes et Postiers en Normandie. Témoins des transformations nationales (1830-1914)*, Paris, L'Harmattan, 2009

⁹Crary J., *L'Art de l'observateur, Vision et modernité au 19^e siècle*, Paris, Chambon, 1994.